

DISCRIMINATION DANS L'ACCÈS AU LOGEMENT ET SÉGRÉGATION SPATIALE

Consultation publique avec les gouvernements locaux et régionaux



**VENDREDI 14 MAI 2021
DE 15H00 À 17H00 CEST**

AGENDA

Remarques d'ouverture

Balakrishnan Rajagopal, Rapporteur spécial sur le droit à un logement convenable

Discussions de groupe Modération: Emilia Sáiz, Secrétaire général de CGLU

PANEL 1 : Stratégies locales de lutte contre la discrimination en matière de logement

- Subsecretario **Jaime Morales**, Ciudad de México, México
- Consejera Municipal **Agathe Fort**, Villeurbanne, Francia
- Director de Vivienda de Buenos Aires (por confirmar), Argentina

1. *Quelles formes de discrimination en matière de logement constituent les principaux défis dans vos localités ? Quelles sont les communautés les plus touchées (par exemple, les minorités raciales et ethniques, les communautés LGBTQ, les personnes handicapées, familles monoparentales, chômeurs etc.)*
2. *Quelles politiques ou autres mesures administratives ont été mises en place pour lutter contre ces formes de discrimination et s'appliquent-elles à la fois aux acteurs du marché privé et aux programmes/politiques de logement public ?*
3. *Qu'est-ce qui serait nécessaire pour renforcer les mesures et les politiques avancées ?*

PANEL 2 : Ségrégation, planification locale, politique du logement et zonage

- Concejala **Lydia Edwards** de Boston, Estados Unidos de América
- Concejala **Corinne Cadays Delhome**, Ciudad de La Courneuve, Francia
- Director de Vivienda **Sebastián Moreno**, Ciudad de Montevideo, Uruguay
- Director de Vivienda, Ciudad de Barcelona, España

1. *Quelles formes de ségrégation spatiale affectent vos villes ?*
2. *Quels types de politiques ou de mesures de planification, de logement, d'aménagement du territoire ou de zonage ont été mis en œuvre pour lutter contre la ségrégation et les inégalités spatiales (par exemple, réformes de zonage, initiatives d'amélioration globale des quartiers, initiatives de logement public) ?*
3. *Qu'est-ce qui serait nécessaire pour renforcer les mesures et les politiques avancées ?*

Conclusions

INSCRIPTION

Pour cette réunion, l'interprétation en français et en espagnol est disponible.

Veillez-vous inscrire avant le 14 mai 2021 au lien suivant : :
<https://us02web.zoom.us/join/register/tZllcOmspsjvGtcc93ISCzTP5nLy0X1DVPlY>



OBJECTIF

L'objectif de cette consultation publique est de recueillir les contributions et les recommandations des représentants des gouvernements locaux et régionaux en vue du prochain rapport du Rapporteur à l'Assemblée générale des Nations unies, qui portera sur les questions de discrimination raciale, de caste, de genre et d'autres formes de discrimination en relation avec le droit à un logement adéquat, y compris les inégalités spatiales et la ségrégation dans les milieux urbains, ruraux et urbains-ruraux.

Le rapporteur spécial des Nations unies a organisé des webinaires supplémentaires avec des représentants de l'État, des organisations de la société civile, des avocats, des organismes de lutte contre la discrimination, des institutions nationales et régionales de défense des droits humains et des représentants du pouvoir judiciaire en avril et mai 2021.

CONTEXTE

La discrimination, fondée sur la race, la caste, le sexe, l'origine ethnique, le revenu et d'autres formes de discrimination, reste l'un des plus grands obstacles à la jouissance égale du droit à un logement adéquat dans le monde entier. L'impact sur les communautés touchées ne se limite pas au niveau des ménages, mais entraîne également des schémas de ségrégation qui façonnent les inégalités au niveau des communautés et des villes. Des inégalités qui, en définitive, portent atteinte à l'égalité de jouissance des autres droits humains dans nos villes et territoires.

Compte tenu de l'urgence de ces questions, les prochains rapports thématiques du Rapporteur spécial sur le droit au logement, qui seront présentés à l'Assemblée générale en 2021 et au Conseil des droits humains en 2022, seront axés sur la question de la discrimination en rapport avec le droit au logement, y compris l'impact de la ségrégation spatiale en milieu urbain ou rural-urbain sur la jouissance des autres droits humains liés à l'accès à un logement convenable.

La ségrégation spatiale peut être comprise comme la séparation imposée de groupes de personnes sur un territoire particulier sur la base de la race, de la caste, de l'ethnie, de la langue, de la religion ou du niveau de revenu, entre autres. La ségrégation spatiale, y compris la ségrégation résidentielle, peut prendre différentes formes en fonction du contexte territorial, culturel ou historique et se caractérise souvent par des formes d'exclusion économique et sociale, d'inégalité et de disparité spatiale dans l'accès aux infrastructures, aux services et aux moyens de subsistance.

L'objectif principal de ces deux rapports interdépendants sera d'identifier les formes contemporaines et historiques de discrimination et de ségrégation affectant le droit à un logement adéquat, de mettre en lumière les pratiques inspirantes en matière de prévention de la discrimination et de la ségrégation, et de fournir des conseils aux États et aux gouvernements locaux et régionaux sur la manière dont ils peuvent assurer leurs obligations en matière de droits humains en ce qui concerne la non-discrimination et le droit à un logement adéquat. Les rapports contiendront des recommandations à court, moyen et long terme adressées aux États, aux gouvernements locaux et régionaux et aux autres acteurs clés afin d'éliminer la discrimination en matière de logement et de lutter contre la ségrégation spatiale et ses effets négatifs sur la sauvegarde des droits humains.

Les gouvernements régionaux et locaux et les autres acteurs sont également fortement encouragés à soumettre des informations écrites.

Vous trouverez [ici](#) de plus amples informations, notamment un questionnaire en arabe, [anglais](#), [français](#) et [espagnol](#) pour faciliter la collecte d'informations.

LA DATE LIMITE POUR LA PRÉSENTATION DES OBSERVATIONS ÉCRITES EST LE 14 MAI 2021.

LES PRINCIPALES QUESTIONS À DÉBATTRE

- *La discrimination et la ségrégation en matière de logement sont-elles un problème dans votre région, votre ville ou votre communauté ? Quels sont les facteurs de ségrégation spatiale et résidentielle ?*
- *Quelles politiques et mesures les gouvernements régionaux et locaux ont-ils adoptées pour lutter contre la discrimination en matière de logement et la ségrégation spatiale ? Quelles pratiques inspirantes peuvent être identifiées au niveau local ou régional ?*
- *Quels sont les principaux défis ou obstacles auxquels sont confrontés les gouvernements régionaux et locaux pour lutter contre la discrimination en matière de logement et la ségrégation spatiale ?*